

L'article 52 du Règlement

C'est pourquoi je dis que les habitants de White Rock savent ce qu'est un déversement de pétrole. Ils ont vécu, quoiqu'à une moindre échelle, la tragédie qui frappe actuellement le golfe de l'Alaska.

Pendant que le député d'Esquimalt—Juan de Fuca parlait, je me faisais la réflexion que l'accident de White Rock était survenu au début de 1972. Au cours des six mois qui ont suivi, il a eu la possibilité de faire quelque chose au sujet des accidents de ce genre car dès la fin d'août 1972 il était élu premier ministre de la province de Colombie-Britannique.

Une voix: Il l'a été pendant trois longues années.

M. Friesen: Trois années longues et arides.

Je me suis donc informé auprès de la Bibliothèque du Parlement pour savoir quels ministères le député d'Esquimalt—Juan de Fuca a créés lorsqu'il est devenu premier ministre de la Colombie-Britannique. Il était ministre des Finances. Il y a eu un ministre du tourisme; du développement industriel; des loisirs et de la conservation; de l'agriculture; des ressources pétrolières; des routes; du travail; de l'éducation; des transports commerciaux; des services de santé et de l'assurance-maladie; un ministre des Travaux publics; un ministre de la réhabilitation et de l'amélioration sociale—celui qui a perdu 200 millions de dollars, un ministre sans portefeuille. Dans tout cela il ne se trouvait aucun ministre de l'Environnement, mais il se trouvait un premier ministre, qui siège maintenant ici ce soir et qui, lorsqu'il parle des ministres de la Couronne, les qualifie d'«hypocrite», et de «sainte-nitouche».

Parlons-en des vœux pieux, des bonnes intentions et des belles paroles. Quand l'occasion s'est présentée de faire quelque chose, il a reculé. Ce soir, il prend la parole pour reprocher aux ministres de ne pas s'être montrés à la hauteur. Il parle de pieuses absurdités. Il dit que les ministres de la Couronne ont une responsabilité spéciale. «Qu'avez-vous fait? Comprenez-vous la situation» leur demande-t-il? C'est ce que dit le député d'Esquimalt—Juan de Fuca. Pendant les trois années qu'il a été premier ministre de sa province, il n'a même pas nommé de ministre de l'Environnement. C'était la grande noirceur. L'ascenseur n'est pas allé au bout de sa course. Quand l'occasion s'est présentée, il l'a laissé passer.

Faut-il alors s'étonner que les propos de ces gens-là nous laissent froid? Ils parlent de responsabilités quand ils ne sont pas responsables. Oh, ils parlent du sens des responsabilités quand ils n'ont pas de responsabilités, mais ils refusent de les assumer quand ils en ont.

Une voix: C'est pour cela que vous êtes au Cabinet.

M. Friesen: Et vous n'y serez jamais.

Le débat est trop sérieux pour se sermonner l'un l'autre.

Une voix: Hypocrite!

M. Friesen: Je cite les faits, monsieur.

Une voix: Ce n'est que du vent.

Une voix: Parlez-nous de l'accident. Dites-nous ce que votre gouvernement. . .

M. Friesen: D'accord, passons aux faits. Où est la marée? Selon le député de Hamilton, on devrait déclarer l'état d'urgence. Depuis quand un État souverain déclare-t-il l'état d'urgence dans un autre État souverain?

Une voix: Demandez-le aux libéraux.

M. Friesen: C'est vrai. C'est leur nature.

«Pourquoi n'avons-nous rien fait quand nous le pouvions» disent-ils? Les pétroliers ont commencé à longer les côtes de la Colombie-Britannique à l'époque où les libéraux étaient au pouvoir. Ce n'est qu'en 1979 que la secrétaire d'État aux Affaires extérieures, l'honorable Flora MacDonald, a conclu une entente pour réglementer le trafic dans le détroit de Juan de Fuca et le détroit d'Haro pour diminuer les risques d'accidents dans ces endroits névralgiques. Voilà ce qui assure une certaine protection aux côtes de la Colombie-Britannique, ce ne sont pas de belles intentions, ni des paroles creuses, ni des accusations, mais des gestes concrets posés par le gouvernement qui avait pris le pouvoir en 1979.

Les députés peuvent bien faire toutes sortes d'accusations ce soir. Je sais que vous ne croirez pas les ministres de la Couronne. Pas plus d'ailleurs que les députés ministériels. Mais ajoutez foi aux paroles de la députée de Western Arctic et des autres qui ont des choses à dire. Fini le bavardage, commençons plutôt à protéger notre pays.

L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport): Je voudrais vous féliciter, monsieur le Président, d'avoir autorisé la tenue de ce débat ce soir, pour fournir l'occasion à tous les partis de s'exprimer et exposer ainsi ce que la plupart d'entre nous estiment être les principaux aspects de la question. En ce qui me concerne, ces aspects sont la prévention, les normes et mesures internationales, l'imposition de moratoires et enfin, la très difficile question de la politique énergétique à long terme et de notre dépendance vis-à-vis du pétrole.